



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

en dollars canadiens	AU 30 SEPTEMBRE 2014	AU 31 DÉCEMBRE 2013
<u>ACTIF</u>		
Courant		
Trésorerie	5 417 660 \$	3 747 504 \$
Placements à court terme	1 500 000	-
Créances	10 748 177	9 585 475
	<u>17 665 837 \$</u>	<u>13 332 979 \$</u>
Non courant		
Placements à long terme	- \$	1 500 000 \$
Immobilisations corporelles	16 246 722	16 623 430
Immobilisations incorporelles	841 537	1 048 608
Total de l'actif	<u>34 754 096 \$</u>	<u>32 505 017 \$</u>
<u>PASSIF</u>		
Courant		
Créditeurs et charges à payer	11 466 394 \$	10 180 221 \$
	<u>11 466 394 \$</u>	<u>10 180 221 \$</u>
Non courant		
Avantages du personnel	434 918 \$	457 112 \$
Total du passif	<u>11 901 312 \$</u>	<u>10 637 333 \$</u>
<u>AVOIR DU CANADA</u>		
Bénéfices non répartis	22 852 784 \$	21 867 684 \$
	<u>22 852 784 \$</u>	<u>21 867 684 \$</u>
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR DU CANADA	<u>34 754 096 \$</u>	<u>32 505 017 \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)**

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2014	2013	2014	2013
<u>Produits</u>				
Droits de pilotage	22 157 871 \$	19 522 622 \$	59 752 178 \$	55 378 539 \$
Autres produits	23 114	24 107	73 111	76 203
	<u>22 180 985 \$</u>	<u>19 546 729 \$</u>	<u>59 825 289 \$</u>	<u>55 454 742 \$</u>
<u>Charges</u>				
Honoraires, salaires et avantages des pilotes	17 779 868 \$	16 205 190 \$	47 623 895 \$	44 956 577 \$
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2 128 919	1 778 934	7 384 591	6 044 688
Salaires et avantages du personnel	749 869	980 115	2 457 554	2 559 829
Services professionnels et spéciaux	199 173	153 035	743 932	580 362
Loyers	80 138	79 564	222 304	229 835
Services publics, fournitures et approvisionnements	67 215	29 552	165 317	128 777
Communications	17 424	20 535	50 667	51 113
Transports, déplacements et frais d'accueil	18 267	26 515	65 174	63 623
Entretien	6 481	2 424	14 906	9 463
Frais financiers	20 502	4 019	24 532	11 303
Autres charges	26 252	10 880	87 317	73 184
	<u>21 094 108 \$</u>	<u>19 290 763 \$</u>	<u>58 840 189 \$</u>	<u>54 708 754 \$</u>
<u>Résultat global pour la période</u>	<u>1 086 877 \$</u>	<u>255 966 \$</u>	<u>985 100 \$</u>	<u>745 988 \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'AVOIR DU CANADA
(non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfices non répartis au début de la période	21 765 907 \$	20 845 874 \$	21 867 684 \$	20 355 852 \$
Résultat global de la période	1 086 877 \$	255 966 \$	985 100 \$	745 988 \$
<u>Bénéfices non répartis à la fin de la période</u>	<u>22 852 784 \$</u>	<u>21 101 840 \$</u>	<u>22 852 784 \$</u>	<u>21 101 840 \$</u>

**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)**

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2014	2013	2014	2013
<u>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</u>				
Résultat global de la période	1 086 877 \$	255 966 \$	985 100 \$	745 988 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie				
Amortissement et dépréciation	244 764	231 791	704 963	583 795
Variation de la tranche à long terme des avantages liés au personnel	(48 961)	121 895	(22 194)	102 522
Perte (gain) sur cession d'actifs	-	-	5 670	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement				
Variation des créances	(559 057)	193 832	(1 162 702)	12 630
Variation des créditeurs et charges à payer	(183 068)	545 178	1 286 173	(1 927 666)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
	<u>540 555 \$</u>	<u>1 348 662 \$</u>	<u>1 797 010 \$</u>	<u>(482 731) \$</u>
<u>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</u>				
Achat de placements à long terme	- \$	- \$	- \$	- \$
Acquisitions nette d'immobilisations corporelles	(41 276)	(4 915)	(127 084)	(358 652)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	230	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-	(30 900)	-	(957 100)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
	<u>(41 276) \$</u>	<u>(35 815) \$</u>	<u>(126 854) \$</u>	<u>(1 315 752) \$</u>
<u>TRÉSORERIE</u>				
Variation de la période	499 279 \$	1 312 847 \$	1 670 156 \$	(1 798 483) \$
Solde au début de la période	4 918 381	3 750 454	3 747 504	6 861 784
<u>SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE</u>	<u>5 417 660 \$</u>	<u>5 063 301 \$</u>	<u>5 417 660 \$</u>	<u>5 063 301 \$</u>

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration et être équitables et raisonnables. L'Administration n'a pas recours aux crédits parlementaires.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'Administration n'est pas mandataire de sa Majesté et elle est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Base d'établissement

L'Administration de pilotage des Laurentides (ou l'« Administration » ou l'« APL » ou « Société ») établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), lesquels intègrent les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers ne présentent pas toutes les informations financières que doivent contenir les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Le Comité de vérification de la Société a recommandé l'approbation des présents états financiers intérimaires pour publication le 13 novembre 2014.

Le troisième trimestre d'exploitation de l'Administration est normalement représentatif de l'année complète en termes de nombre d'affectations (plus de 25% des affectations totales de l'année 2013 furent effectuées durant le second trimestre 2013). La structure de coûts de l'Administration est en grande proportion composée de coûts qui varient avec ses revenus, atténuant donc l'impact économique de possible ralentissement d'activités.

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

3. Principales conventions comptables

Les états financiers intérimaires de l'Administration de pilotage des Laurentides au 30 septembre 2014 ont été dressés en fonction des méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers annuels audités de la Société au 31 décembre 2013. La note 3 de ces états financiers annuels audités peut également être consultée afin d'y voir les modifications comptables courantes et futures.

4. Engagements

L'Administration loue des espaces de bureaux et certains équipements de bureau. Les paiements à effectuer au 30 septembre 2014 au titre des contrats de location simple non résiliables se présentent comme suit :

Moins de 1 an	340 000 \$
Entre 1 et 5 ans	1 337 000
Plus de 5 ans	<u>1 806 000</u>
	<u>3 483 000 \$</u>

De plus, l'Administration a conclu des ententes pour des services légaux, des services informatiques, des dépenses connexes aux services de pilotage et la construction d'un bateau-pilote. Au 30 septembre 2014, les montants estimatifs à payer sont :

Moins de 1 an	540 000 \$
Entre 1 et 5 ans	309 000
Plus de 5 ans	----
	<u>849 000 \$</u>